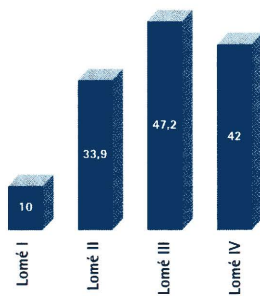


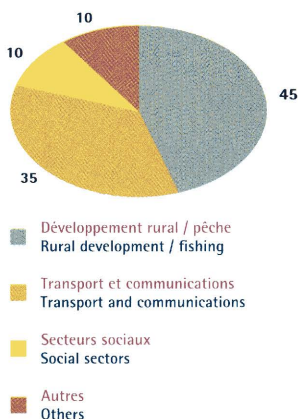
Suivant les exigences et les atouts de la région, les Programmes Indicatifs Régionaux (PIR) se concentrent sur la réduction des difficultés résultant des distances énormes séparant les huit pays ACP, en mettant en oeuvre des projets dans les domaines du transport et des télécommunications, et en contribuant à la valorisation des avantages de la région: agriculture, ressources de la mer et tourisme. Sous Lomé IV, le PIR (42 millions d'écus) reste fidèle au principe de cette stratégie, tout en l'adaptant aux nécessités nouvelles: protection de l'environnement et développement des ressources humaines. Des projets sont mis en oeuvre afin de soutenir la pêche, le tourisme, l'agriculture, le transport aérien régional et le développement des ressources humaines. Le programme d'appui à la lutte contre le SIDA lancé par la Commission du Pacifique Sud est soutenu par des ressources budgétaires pour un montant de 400 000 écus.

Ressources totales allouées
Total resources allocated



FED 7: répartition sectorielle du PIR
(en % de la dotation totale)

EDF 7: sectoral breakdown of RIP
(% of the total envelope)



In accordance with the constraints and advantages of the region, Regional Indicative Programmes (RIP) concentrate on alleviating problems resulting from the huge distances between the eight ACP countries by implementing projects in the fields of transport and telecommunications, and on contributing to enhance the value of regional assets: agriculture, marine resources and tourism. Under Lomé IV, the RIP (ECU 42 million) continues with the principle of this strategy, while adapting it to new needs: environmental protection and human resources development. Projects have been implemented in support of fisheries, tourism, agriculture, regional air transport and human resources development. The AIDS programme initiated by the South Pacific Commission is supported from budgetary resources up to ECU 400.000.



Pacifique Pacific

Fiji

Kiribati

Papua New Guinea

Solomon Islands

Tonga

Tuvalu

Vanuatu

Western Samoa



Suva



726 000



Suva



18 274 km²

Fiji

Economic indicators

Indicateurs économiques

GNP per capita

PNB par habitant

1670.2 ECU (1990)

Exports (sugar 38%,
garments 24%)

Exportations (sucre 38%,
textile 24%)

397.7 mio ECU (1991)

Debt burden / exports

Service de la dette /
exportations

12% (1990)

Social indicators

Indicateurs sociaux

Population growth rate /
average per year

Taux d'accroissement
de la population /
moyenne annuelle

2.0% (1960-1991)

Primary schooling rate

Taux de scolarisation
primaire

100% (1990)

Urbanization rate

Taux d'urbanisation

39.3% (1990)

La république de Fidji est un archipel d'environ 300 îles dispersées sur plus de 1.3 million de km² d'océan. La population est d'origine fidjienne (49%), indo-fidjienne (46%), ou autre (5%). Fidji a acquis l'indépendance au sein du Commonwealth en 1970, pour se déclarer république en 1987. Des élections pluralistes ont eu lieu en 1992 et 1994.

Fidji est un des pays les plus grands et les plus riches de la région du Pacifique. Son économie se base sur l'industrie du sucre et du tourisme, les produits manufacturés prenant plus récemment de l'importance. Les principaux produits exportés sont: le sucre, le textile, les produits de la mer et l'or. La croissance économique a été entravée par un marché national restreint et dispersé, le peu de ressources naturelles, l'éloignement par rapport aux marchés d'exportation, les catastrophes naturelles et, occasionnellement, l'émigration de la main-d'œuvre spécialisée.

La coopération avec l'Union européenne a débuté avec la première Convention de Lomé. Entre Lomé I et III, les Programmes Indicatifs Nationaux (PIN), axés sur le développement rural et l'agriculture, se sont élevés à plus de 40 millions d'écus au total. D'autres projets ont été mis en oeuvre dans les secteurs du transport, des communications, du commerce et des services. Le système Stabex a fourni 5.4 millions d'écus au total en compensation du déficit dans les exportations d'huile de coco.

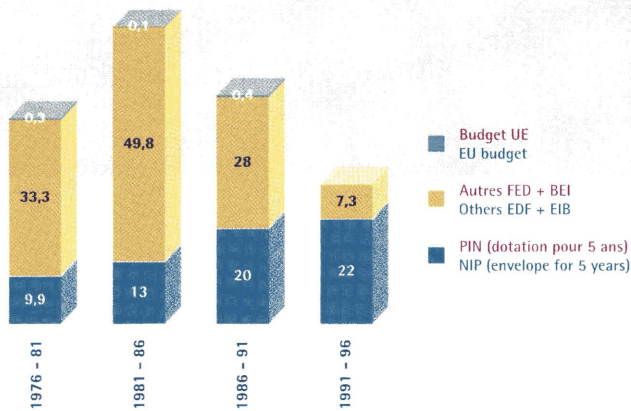
The Republic of Fiji is an archipelago of some 300 islands spread over 1.3 million km² of ocean. Its population is composed of native Fijians (49%), Indo-Fijians (46%) and others (5%). Fiji became independent within the Commonwealth in 1970, and declared itself a republic in 1987. Multiparty elections were held in 1992 and 1994.

Fiji ranks as one of the largest and richest countries in the Pacific region. Its economy relies traditionally on the sugar industry and tourism, while manufacturing is a more recent significant activity. Main exports are sugar, textile, fish products and gold. Economic growth has been hampered by a small and dispersed domestic market, a narrow resource and production base, distance to export markets, natural disasters and, occasionally, by emigration of skilled manpower.

Cooperation with the European Union started with the First Lomé Convention. From Lomé I to Lomé III, the National Indicative Programmes (NIPs) amounted to a total of more than ECU 40 million, concentrating on rural development and agriculture. Other projects were implemented in transport and communications as well as trade and services sectors. Under the Stabex system a total of ECU 5.4 million was provided to compensate shortfalls in export earnings of coconut oil.

Ressources totales allouées (en millions d'écus)

Total resources allocated (in ECU million)



La Banque Européenne d'Investissement (BEI) est un important bailleur de fonds depuis Lomé 1 (79.5 millions d'écus de prêts sur ressources propres et 9.9 millions au titre des capitaux à risques). Elle accorde des prêts aux secteurs de l'électricité et du bois.

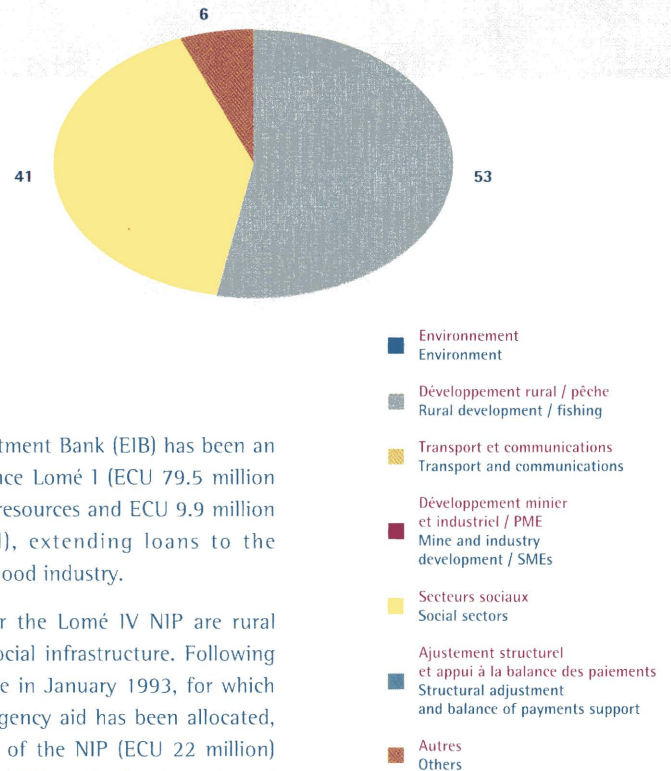
Les priorités du PIN de Lomé IV sont le développement rural et l'infrastructure sociale. En raison du cyclone qui a ravagé le pays en janvier 1993 et pour lequel une aide d'urgence de 1 million d'écus a été attribuée, la mise en oeuvre du PIN (22 millions d'écus) a débuté en 1993/1994 par le financement de deux grands ponts et deux ponts de moindre taille. Des projets axés sur la santé dans les campagnes et sur le développement humain devraient suivre.

La BEI a initié ses opérations par le financement d'un centre de maintenance pour l'aéroport de Nadi.

Les îles Fidji bénéficient du second quota en importance (165 348 de tonnes par an) au titre du protocole sucre annexé aux Conventions de Lomé, qui couvre environ 45% de la totalité de ses exportations de sucre.

FED 7: répartition sectorielle du PIN (en % de la dotation totale)

EDF 7: sectoral breakdown of NIP (% of the total envelope)



The European Investment Bank (EIB) has been an important donor since Lomé 1 (ECU 79.5 million loans from its own resources and ECU 9.9 million under risk capital), extending loans to the electricity and the wood industry.

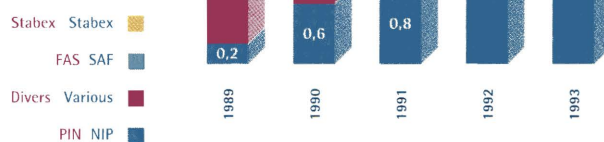
The priorities under the Lomé IV NIP are rural development and social infrastructure. Following a destructive cyclone in January 1993, for which ECU 1 million emergency aid has been allocated, the implementation of the NIP (ECU 22 million) has started in 1993/1994 with the financing of two smaller and two major road bridges. Projects in the sectors of rural health support and human resource development should follow.

The EIB started its operations with the financing of a maintenance centre of the Nadi airport.

Fiji benefits from the second largest quota (165 348 tonnes per year) under the sugar Protocol annexed to the Lomé Conventions, which covers some 45% of its total sugar exports.

Evolution des paiements du FED par instrument (FED 4, 5, 6 et 7 confondus)

Evolution of EDF payments by instrument (EDF 4, 5, 6 and 7 combined)



Bairiki



 71 000

 Bairiki

 849 km²

Kiribati

Economic indicators

Indicateurs économiques

GNP per capita
PNB par habitant

621.2 ECU (1990)

Exports (copra 80%,
fish 20%)

Exportations (coprah 80%,
poisson 20%)

na/nd

Debt burden / exports

Service de la dette /
exportations

na/nd

Social indicators

Indicateurs sociaux

Population growth rate /
average per year

Taux d'accroissement
de la population /
moyenne annuelle

2% (1960-1991)

Primary schooling rate

Taux de scolarisation
primaire

84% (1990)

Urbanization rate

Taux d'urbanisation

36% (1990)

Indépendant depuis 1979, Kiribati est composé de trente-trois îles coralliennes éparpillées sur une surface de 3.6 millions de km² au centre de l'Océan Pacifique.

Le manque de ressources naturelles, particulièrement forestières, minérales et en rivières figurent parmi les handicaps majeurs auxquels se heurte le développement de Kiribati. Les mauvaises conditions d'exploitation des sols limitent les possibilités de développement agricole, et l'archipel est de plus exposé à des périodes de sécheresse. Les vastes distances séparant les différentes îles sont source de grandes difficultés en ce qui concerne l'administration et les communications. Le rythme de croissance de la population constitue également un autre aspect problématique ainsi que le manque de main-d'oeuvre qualifiée.

L'aide de l'Union européenne à Kiribati a démarré lorsque l'île a rejoint le Groupe des pays ACP en 1979, au cours de la période d'application de la première Convention de Lomé. De Lomé I à Lomé III, les Programmes Indicatifs Nationaux (PIN), qui se sont élevés à près de 14 millions d'écus, ont été centrés sur un certain nombre de projets significatifs: la réhabilitation du réseau téléphonique, la fourniture de bateaux de pêche au thon, ainsi que la poursuite du développement des télécommunications.

Dans le cadre de la quatrième Convention de Lomé (1991-1995), Kiribati dispose de 6 millions d'écus au titre du PIN, et 1 million d'écus est également prévu pour des interventions de la Banque Européenne d'Investissement au titre des capitaux à risques.

An independent country since 1979, Kiribati comprises thirty three coral islands which are dispersed over 3.6 million km² in the central Pacific Ocean.

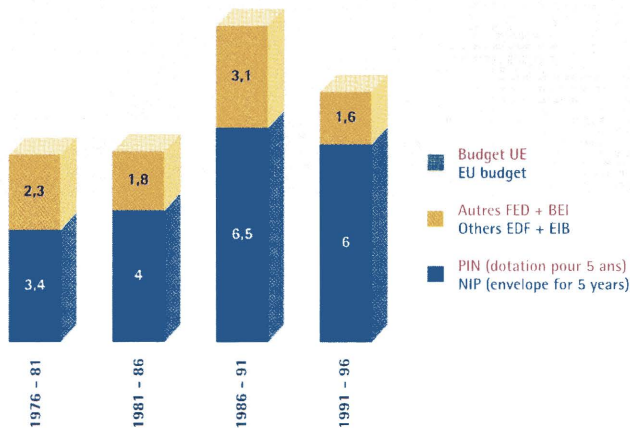
Amongst the major constraints on development in Kiribati is the lack of natural resources such as forest, mineral ou running water. Very poor soil conditions limit agricultural development, and the archipelago is also exposed to periodic drought. The huge distances between component islands create severe administrative and communication difficulties. Population growth is also another source of concern, as is the shortage of skilled workforce.

European Union assistance to Kiribati started when the country joined the ACP countries Group in 1979 during the first Lomé Convention. From Lomé I to Lomé III, National Indicative Programmes (NIPs), which amounted to ECU 14 million, focused on several major projects: rehabilitation of the telephone network, provision of tuna fishing vessels and further telecommunications development.

In the framework of the fourth Lomé Convention (1991-1995), ECU 6 million has been made available to Kiribati within the NIP and ECU 1 million has also been made available through European Investment Bank in the form of risk capital.

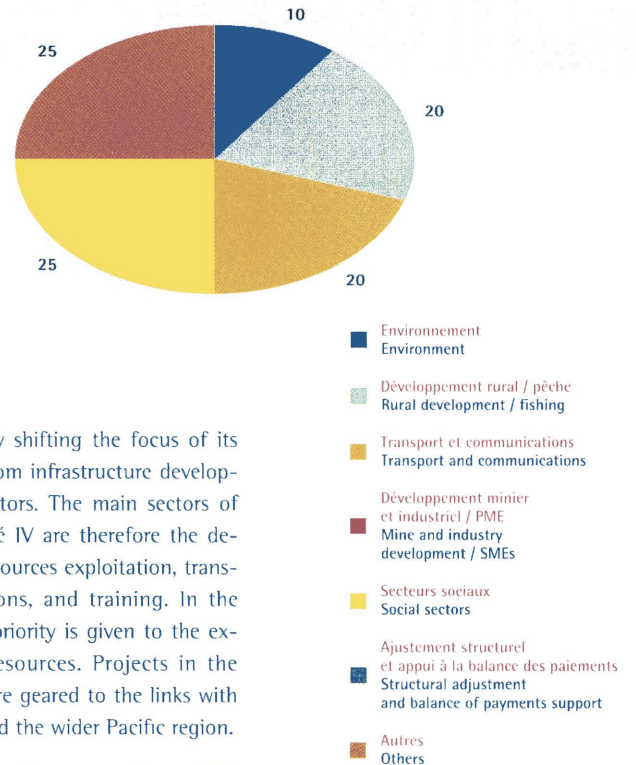
Ressources totales allouées (en millions d'écus)

Total resources allocated (in ECU million)



FED 7: répartition sectorielle du PIN (en % de la dotation totale)

EDF 7: sectoral breakdown of NIP (% of the total envelope)



The country is gradually shifting the focus of its development strategy from infrastructure development to production sectors. The main sectors of intervention under Lomé IV are therefore the development of natural resources exploitation, transport and communications, and training. In the natural resources area, priority is given to the exploitation of marine resources. Projects in the communication sector are geared to the links with Northern Line Islands and the wider Pacific region.

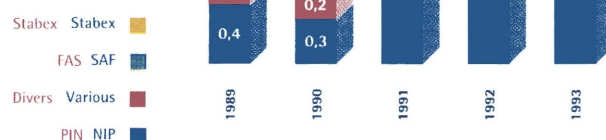
The country is gradually shifting the focus of its development strategy from infrastructure development to production sectors. The main sectors of intervention under Lomé IV are therefore the development of natural resources exploitation, transport and communications, and training. In the natural resources area, priority is given to the exploitation of marine resources. Projects in the communication sector are geared to the links with Northern Line Islands and the wider Pacific region.

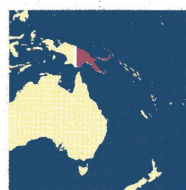
Par ailleurs, depuis Lomé I, Kiribati a reçu des transferts au titre du Stabex pour un montant s'élevant à 7 millions d'écus pour le coprah, dont 600 000 écus durant les trois premières années d'application de Lomé IV.

Since Lomé I, Stabex transfers amounting to ECU 7 million have been allocated in respect of copra, of which ECU 600 000 transferred during the first three years of Lomé IV.

Evolution des paiements du FED par instrument (FED 4, 5, 6 et 7 confondus)

Evolution of EDF payments by instrument (EDF 4, 5, 6 and 7 combined)





3 875 000



Port Moresby



462 840 km²

Economic indicators

Indicateurs économiques

GNP per capita
PNB par habitant
700.7 ECU (1990)

Exports (gold 43%,
copper 18%)
Exportations (or 43%,
cuivre 18%)
1597.9 mio ECU (1992)

Debt burden / exports
Service de la dette /
exportations
34.8% (1989)

Social indicators

Indicateurs sociaux

Population growth rate /
average per year
Taux d'accroissement
de la population /
moyenne annuelle
2.3% (1960-1991)

Primary schooling rate
Taux de scolarisation
primaire
70.6% (1990)

Urbanization rate
Taux d'urbanisation
15.8% (1990)

Papua New Guinea

La Papouasie Nouvelle-Guinée comprend la moitié de l'île de Nouvelle-Guinée et quelques 600 autres îles au nord et à l'est. La diversité du pays s'illustre par le fait que près de 700 langues y sont parlées. La Papouasie Nouvelle-Guinée est indépendante depuis 1975.

Le pays est très riche en ressources naturelles, mais son essor économique a été entravé par plusieurs facteurs. Plus des deux tiers de la population, qui connaît une forte croissance, est analphabète. Le terrain est accidenté et le manque de routes reliant les provinces rend les coûts de transport élevés. Le conflit armé qui a éclaté autour de la mine de cuivre de Bougainville (qui avant sa fermeture contribuait pour 10% au PIB et pour 36% aux recettes d'exportation) a eu des implications importantes dans la vie économique et politique du pays.

La Papouasie Nouvelle-Guinée est devenue membre de la Convention de Lomé en 1978 et l'Union européenne en est le second donateur après l'Australie. Sous Lomé I, II et III les Programmes Indicatifs Nationaux (PIN) se sont élevés à 67.5 millions d'écus, attribués en majeure partie à l'amélioration de l'infrastructure routière. Parmi les autres secteurs de développement sont compris: le développement rural (l'agriculture, la pêche, le bétail et les forêts), la formation et l'éducation, le commerce, les services et les microprojets. Une subvention de 30 millions d'écus du fonds du Sysmin sous Lomé III a été utilisée en priorité pour l'amélioration et la réhabilitation des ponts et des routes.

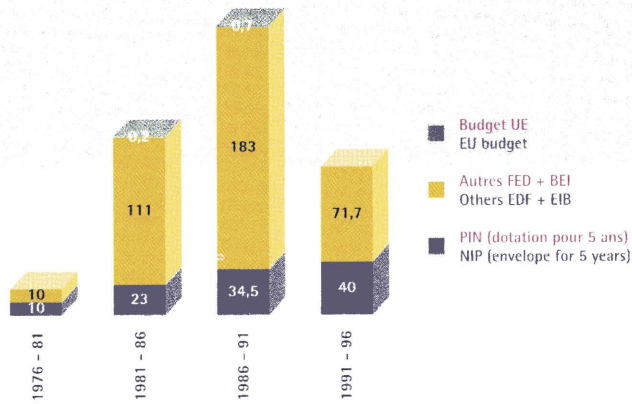
Papua New Guinea comprises the eastern half of the island of New Guinea and some 600 other islands to the North and East. Its diversity is illustrated by the fact that approximately 700 languages are spoken. Papua New Guinea gained independence in 1975.

The country is very rich in natural resources, but economic growth have been hampered by several characteristics. Less than one third of Papua New Guinea's fast-growing population is literate. The rugged terrain and absence of an inter-provincial road network raises transport costs. The outbreak of armed conflict around the Bougainville copper mine (which contributed about 10% of Papua New Guinea's GDP and some 36% of export earnings before its closure) has had significant implications for the economic and political life of Papua New Guinea.

Papua New Guinea became a member of the Lomé Convention in 1978, and the European Union is now the most important donor after Australia. Under Lomé I, II and III the National Indicative Programmes (NIPs) amounted to a total of ECU 67.5 million, which have been mainly dedicated to improving road infrastructure. Other areas of cooperation include rural development (agriculture, fisheries, livestock and forestry), training and education, trade and services and microproject schemes. An allocation of Sysmin funds (ECU 30 million) under Lomé III has been used primarily for road and bridges infrastructure and rehabilitation.

Ressources totales allouées (en millions d'écus)

Total resources allocated (in ECU million)



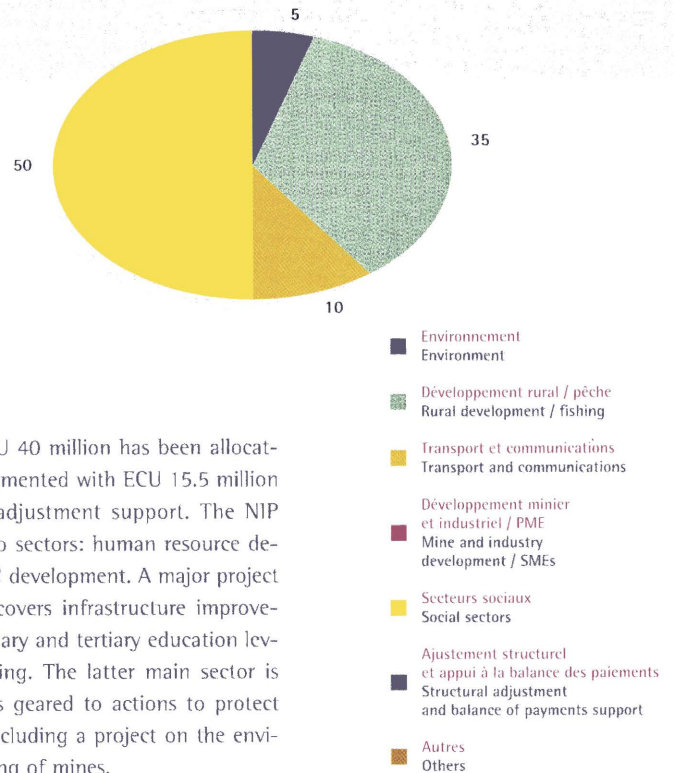
Sous Lomé IV, 40 millions d'écus ont été alloués au titre du PIN. S'y ajoutent 15,5 millions d'écus, alloués en appui à l'ajustement structurel. Les deux secteurs privilégiés par le PIN sont le développement des ressources humaines et le développement rural. Un des principaux projets du premier secteur est axé sur l'amélioration de l'infrastructure de l'enseignement des deuxième et troisième cycles. Dans le second secteur, sont envisagées, entre autres, des actions en faveur de la protection de l'environnement, comme par exemple un projet de surveillance écologique des mines.

Depuis Lomé I, les transferts Stabex se sont élevés à près de 200 millions d'écus, dont 42 millions au cours des premières années de Lomé IV, permettant de compenser les pertes des exportations de café, cacao, huile de palme et dérivés de noix de coco.

Sous Lomé IV, la Banque Européenne d'Investissement (BEI) est intervenue, jusqu'à présent, pour 14 millions d'écus, dont 12 millions sur ses ressources propres, ce qui porte à près de 100 millions d'écus le montant total des prêts accordés, sous cette forme, depuis la première Convention.

FED 7: répartition sectorielle du PIN (en % de la dotation totale)

EDF 7: sectoral breakdown of NIP (% of the total envelope)



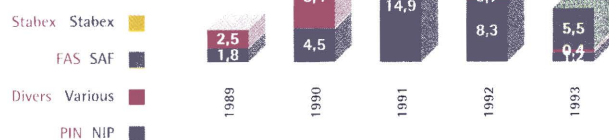
Under Lomé IV, ECU 40 million has been allocated from NIP, supplemented with ECU 15,5 million for the structural adjustment support. The NIP concentrates on two sectors: human resource development and rural development. A major project within the former covers infrastructure improvement on the secondary and tertiary education levels as well as training. The latter main sector is among other things geared to actions to protect the environment, including a project on the environmental monitoring of mines.

Stabex transfers totalling ECU 200 million have been made since Lomé I, including ECU 42 million for the first years of Lomé IV. These have helped to make up for the shortfalls in foreign export earnings from coffee, cocoa, palm oil and coconut products.

To date, under Lomé IV, ECU 14 million has been committed through European Investment Bank (EIB) intervention, of which ECU 12 million from its own resources. Since the first Convention, almost ECU 100 million has been allocated in this form.

Evolution des paiements du FED par instrument (FED 4, 5, 6 et 7 confondus)

Evolution of EDF payments by instrument (EDF 4, 5, 6 and 7 combined)





320 000



Honiara



28 370 km²

Solomon Islands

Economic indicators

Indicateurs économiques

GNP per capita
PNB par habitant
571.4 ECU (1990)

Exports (timber 37%,
fishery 29.5%)
Exportations (bois 37%,
pêche 29.5%)
61.7 mio ECU (1990)

Debt burden / exports
Service de la dette /
exportations
6.1% (1988)

Social indicators

Indicateurs sociaux

Population growth rate /
average per year
Taux d'accroissement
de la population /
moyenne annuelle
3.3% (1960-1991)

Primary schooling rate
Taux de scolarisation
primaire
46.2% (1986)

Urbanization rate
Taux d'urbanisation
14.6% (1990)

La population des Iles Salomon est répartie sur un grand nombre d'îles, mais plus de 75% de celle-ci vit en fait sur les 6 îles principales qui représentent 85% de la superficie du territoire. Le taux de croissance de la population y est très élevé (3.3% par an). A leur indépendance, les Iles Salomon ont rejoint le Commonwealth. Le régime est de nature parlementaire avec une forte décentralisation du pouvoir vers les Provinces.

Le pays est riche en ressources naturelles renouvelables: pêche, sylviculture et terres arables constituent des atouts majeurs. Une grande partie des revenus d'exportation provient de la production primaire: bois, produits de la mer et produits agricoles (coprah, cacao, huile de palme). Le taux actuel d'exploitation forestière ne pourra toutefois pas être maintenu longtemps. En dehors des conserves de thon, les produits manufacturés sont peu développés. La croissance économique, entravée par un marché national dispersé et restreint, des systèmes fonciers traditionnels, l'éloignement des marchés d'exportation et les catastrophes naturelles (cyclones), n'a pas réussi à suivre la croissance de la population depuis l'indépendance.

L'aide de l'Union européenne a débuté en 1978, et s'est traduite, sous Lomé I, II et III, par le soutien à l'agriculture et au développement rural, à l'exploitation forestière et aux pêcheries, aux ressources humaines, à l'infrastructure économique, aux transports et à la santé. Les transferts Stabex, équivalents au montant total des Programmes Indicatifs Nationaux (PIN) de Lomé I, II et III, ont compensé les pertes de revenus provenant des produits tels le coprah, le cacao et l'huile de palme.

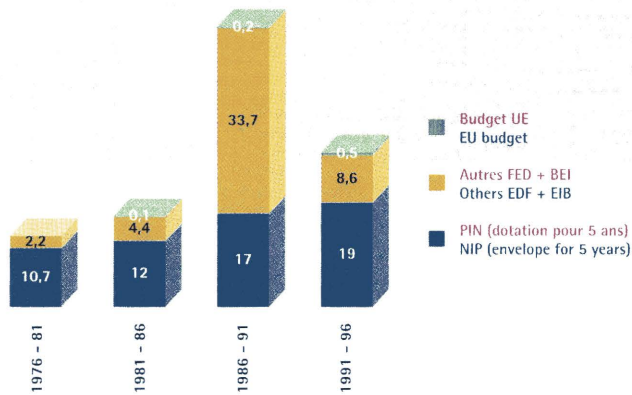
Solomon Islands' population spreads over a vast number of islands, but the six main islands account for over 75% of the population and 85% of the land area. Population growth is very high (3.3% per year). On independence in 1978 Solomon Islands joined the Commonwealth. It has a parliamentary form of government with important powers devolved to the Provinces.

The country is rich in renewable natural resources with important fishery, forestry and land assets. Primary production makes up a large proportion of export earnings: timber, fish products and agricultural products (copra, cocoa, palm oil). However the current rate of exploitation of forest resources is unsustainable. Manufacturing is very little developed, except for tuna canning. Economic growth is hampered by the small and dispersed domestic market, traditional land tenure systems, distance from export markets and natural disasters (cyclones), and has not matched population growth since independence.

European Union assistance began in 1978, and under Lomé I, II and III has included support for agriculture and rural development, forestry and fisheries, human resources, economic infrastructure, transport and health. Stabex transfers, which were equivalent in amount to the National Indicative Programmes (NIPs) of Lomé I, II and III, have compensated for shortfalls in earnings from products such as copra, cocoa and palm oil.

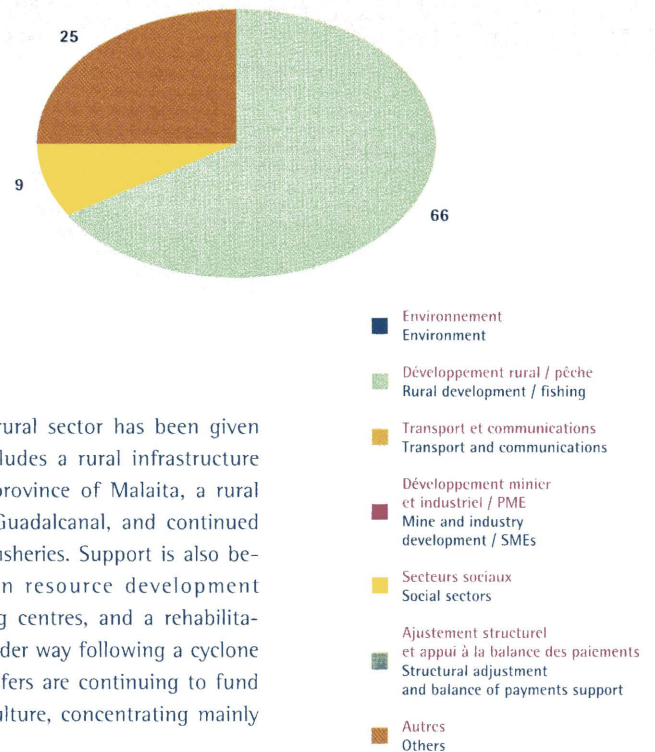
Ressources totales allouées (en millions d'écus)

Total resources allocated (in ECU million)



FED 7: répartition sectorielle du PIN (en % de la dotation totale)

EDF 7: sectoral breakdown of NIP (% of the total envelope)



Sous Lomé IV, la priorité a été accordée au secteur rural. Le PIN prévoit un programme d'infrastructures rurales pour la province de Malaita, un programme de routes dans les zones rurales de Guadalcanal et maintient son appui aux pêcheries artisanales. Un soutien est également accordé au développement des ressources humaines à travers des centres de formation dans les zones rurales, et un programme de réhabilitation est en cours, suite au cyclone de 1993. Les transferts Stabex sont toujours destinés à financer des programmes de soutien à l'agriculture, principalement au bénéfice des petits exploitants de cacao.

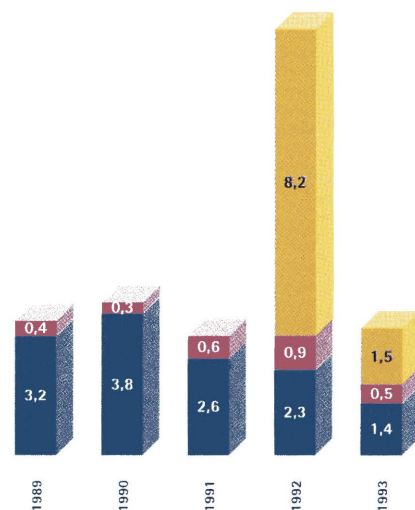
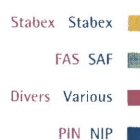
Under Lomé IV the rural sector has been given priority. The NIP includes a rural infrastructure programme for the province of Malaita, a rural road programme in Guadalcanal, and continued support to artisanal fisheries. Support is also being given to human resource development through rural training centres, and a rehabilitation programme is under way following a cyclone in 1993. Stabex transfers are continuing to fund programmes in agriculture, concentrating mainly on smallholder cocoa.

En outre, un montant de 2.5 millions d'écus a été prévu pour des interventions de la BEI au titre des capitaux à risques, dont 2 millions d'écus ont été attribués à ce jour.

Moreover, an amount of ECU 2.5 million may be made available through European Investment Bank intervention in the form of risk capital, of which ECU 2 million has been committed so far.

Evolution des paiements du FED par instrument (FED 4, 5, 6 et 7 confondus)

Evolution of EDF payments by instrument (EDF 4, 5, 6 and 7 combined)





Nuku'alofa



96 000



Nuku'alofa



779 km²

Tonga

Economic indicators

Indicateurs économiques

GNP per capita
PNB par habitant
1052 ECU (1990)

Exports (cucurbit 60%,
vanilla 23%)
Exportations
(cucurbitacées 60%,
vanille 23%)
11.5 mio ECU (1992)

Debt burden / exports
Service de la dette /
exportations
na/nd

Social indicators

Indicateurs sociaux

Population growth rate /
average per year
Taux d'accroissement
de la population /
moyenne annuelle
0.5% (1960-1991)

Primary schooling rate
Taux de scolarisation
primaire
12.4% (1976)

Urbanization rate
Taux d'urbanisation
35.1% (1990)

Monarchie constitutionnelle établie depuis 1875, Tonga a acquis l'indépendance en 1970. Le pays est constitué de 3 groupes d'îles, environ 150 au total, et ses eaux territoriales sont estimées à plus de 362 000 km².

L'économie est dominée par le secteur agricole. L'envoi de fonds par les émigrés représente une importante source de revenus à côté de l'aide extérieure. Les exportations sont dominées principalement par les cucurbitacées (60%) et la vanille (23%). Le coprah et les autres produits dérivés de la noix de coco ne sont pratiquement plus exportés.

L'aide de l'Union européenne a débuté en 1975 sous la Convention de Lomé I. Les fonds sous Lomé I, II et III ont été orientés vers l'infrastructure portuaire (quais), les pêcheries (construction de petits bateaux, ports de pêche, actions de marketing, installations frigorifiques) et un programme intégré de développement rural dans les îles Vava'u pour équiper la région d'une infrastructure de base (routes, éducation, santé, marketing, appui institutionnel).

Tonga a bénéficié d'aides non-programmées, telles que des transferts Stabex et des aides d'urgence allouées à la suite de cyclones et d'un tremblement de terre.

A constitutional monarchy since 1875, Tonga acquired independence in 1970. The country consists of 3 main groups of islands, in all about 150, with territorial waters estimated at over 362 000 km².

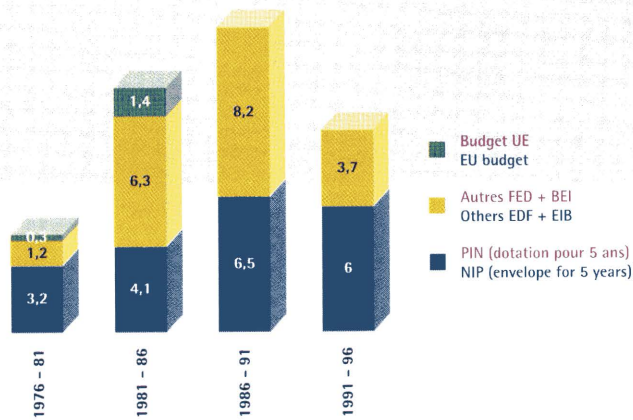
The economy is dominated by the agriculture sector. Remittances from emigrants represent an important source of income along with external aid. Exports are dominated by cucurbit (60%) and vanilla (23%). Copra and other coconut derived products are almost no longer exported.

European Union assistance began in 1975 under the Lomé I Convention. Funds under Lomé I, II and III were directed towards port infrastructure (wharves), fisheries (construction of small boats, fishery harbours, marketing and cold-storage facilities) and an integrated rural development programme in the Vava'u group of islands providing the region with basic infrastructure (roads, education, health, marketing, institutional strengthening).

Tonga benefited from non-programme funds, such as Stabex transfers, emergency aid futher to cyclones and earthquake.

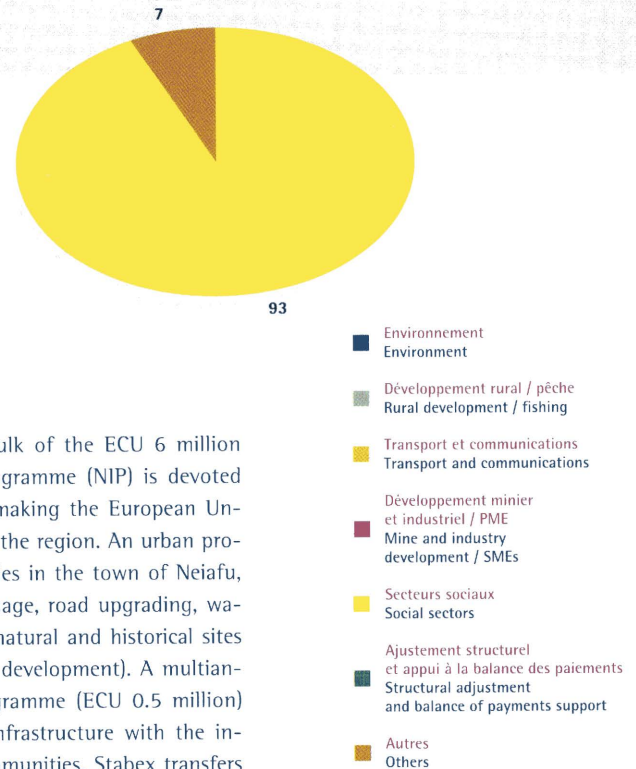
Ressources totales allouées (en millions d'écus)

Total resources allocated (in ECU million)



FED 7: répartition sectorielle du PIN (en % de la dotation totale)

EDF 7: sectoral breakdown of NIP (% of the total envelope)



Sous Lomé IV, la majeure partie du Programme Indicatif National (PIN) de 6 millions d'écus est attribuée à la région Vava'u, faisant ainsi de l'Union européenne le premier donateur de la région. Un projet urbain pour Neiafu, permettra d'améliorer l'infrastructure de cette ville, capitale de Vava'u (égouts, réfection des routes, approvisionnement en eau, installations sanitaires, préservation des sites naturels et historiques, aménagement des côtes). Un programme pluri-annuel de microprojets reposant sur la participation des communautés locales (0.5 million d'écus) financera des infrastructures de base dans les zones rurales. Les transferts Stabex au titre des 2 premières années d'application de Lomé IV seront consacrés à renforcer la diversification des exportations agricoles.

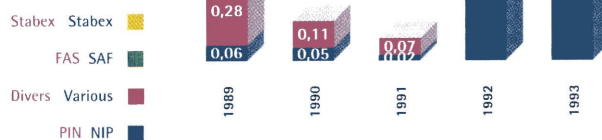
En outre, au titre des ressources gérées par la Banque Européenne d'Investissement (BEI), 2 millions d'écus ont déjà été engagés en faveur des petites et moyennes entreprises.

Under Lomé IV, the bulk of the ECU 6 million National Indicative Programme (NIP) is devoted to the Vava'u region, making the European Union the major donor in the region. An urban project will improve facilities in the town of Neiafu, capital of Vava'u (drainage, road upgrading, water supply, sanitation, natural and historical sites preservation, foreshore development). A multi-annual microproject programme (ECU 0.5 million) will fund basic rural infrastructure with the involvement of local communities. Stabex transfers for the first 2 years of application under Lomé IV will be devoted to strengthening the agriculture export diversification.

Moreover, ECU 2 million has already been committed from the resources managed by the European Investment Bank (EIB) to small and medium sized enterprises.

Evolution des paiements du FED par instrument (FED 4, 5, 6 et 7 confondus)

Evolution of EDF payments by instrument (EDF 4, 5, 6 and 7 combined)





Funafuti



 12 000

 Funafuti

 26 km²

Tuvalu

Economic indicators

Indicateurs économiques

GNP per capita
PNB par habitant
na/nd

Exports (copra)
Exportations (coprah)
na/nd

Debt burden / exports
Service de la dette /
exportations
na/nd

Social indicators

Indicateurs sociaux

Population growth rate /
average per year
Taux d'accroissement
de la population /
moyenne annuelle
na/nd

Primary schooling rate
Taux de scolarisation
primaire
93% (1979)

Urbanization rate
Taux d'urbanisation
34.2% (1985)

Tuvalu est le plus petit Etat ACP membre de la Convention de Lomé, à laquelle il a adhéré après son indépendance acquise en 1978. L'archipel est composé de moins d'une dizaine d'îles ne dépassant pas 5 mètres au-dessus du niveau de la mer, et qui s'étendent sur un espace de 1.3 million de km² dans l'Océan Pacifique.

En raison de leur nature corallienne, les terres émergées de Tuvalu sont peu fertiles, ce qui explique la quasi-inexistence de l'agriculture et la prédominance d'un secteur vital, la pêche. L'économie du pays est essentiellement une économie de subsistance, dont les activités dominent la vie de la plupart des îles, excepté l'île principale de Funafuti (centre économique de l'archipel): agriculture paysanne destinée à la consommation locale, pêche, artisanat, construction de bateaux. Le coprah est l'unique produit d'exportation, et le secteur touristique est limité à Funafuti.

La coopération avec l'Union européenne est à la mesure de l'étroitesse du pays et de son économie. Depuis Lomé I, les ressources programmables allouées à Tuvalu dans le cadre des Programmes Indicatifs Nationaux (PIN) s'élèvent à 5 millions d'écus environ.

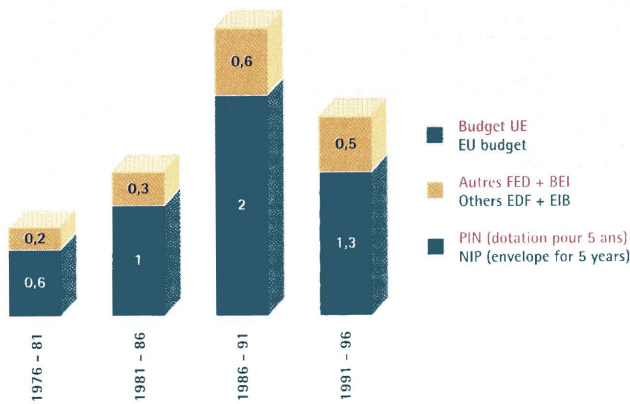
Tuvalu is the smallest ACP Member State of the Lomé Convention, to which it acceded after independence in 1978. The archipelago is composed of less than ten islands, whose height above sea level does not exceed 5 metres; they are spread over 1.3 million km² in the Pacific Ocean.

Tuvalu's land is made up of coral, which is not very fertile; this explains the almost complete lack of agriculture, and the predominance of the vital fishing sector. The country essentially has a subsistence economy, whose activities dominate life on most of the islands, except for the main island of Funafuti (archipelago's economic centre): traditional farming for local consumption, fishing, arts and crafts, boat building. Copra is the only export product, and tourism is limited to Funafuti.

Cooperation with the European Union matches the narrowness of the country and its economy. Since Lomé I, programmable resources allocated to Tuvalu under National Indicative Programme (NIP) has amounted to some ECU 5 million.

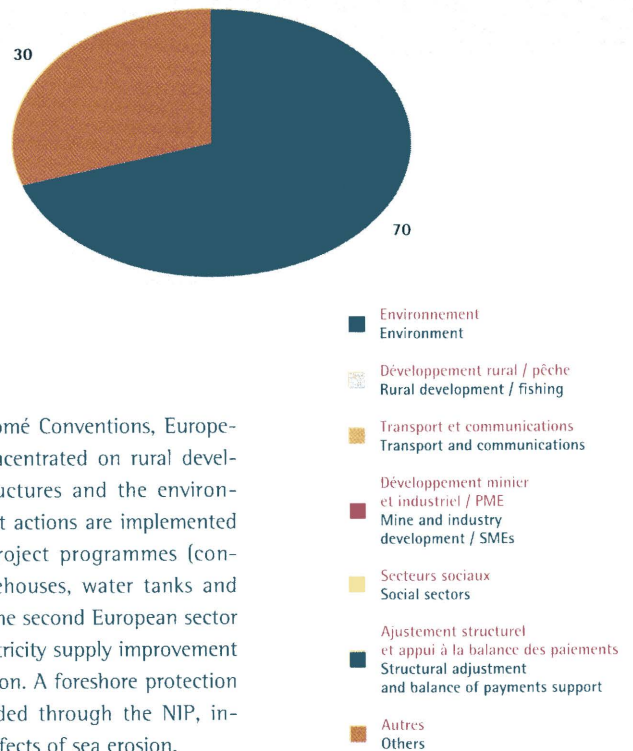
Ressources totales allouées (en millions d'écus)

Total resources allocated (in ECU million)



FED 7: répartition sectorielle du PIN (en % de la dotation totale)

EDF 7: sectoral breakdown of NIP (% of the total envelope)



Durant les trois premières Conventions de Lomé, les secteurs de concentration de l'aide ont été le développement rural, les infrastructures sociales et l'environnement. Les actions de développement rural sont mises en oeuvre sous forme de programmes de microprojets (construction de hangars de stockage pour le coprah; création de réservoirs d'eau et de bassins de réception de l'eau de pluie). Le second secteur de l'aide européenne concerne l'amélioration de la fourniture d'électricité à la population de Funafuti. Un programme de protection des côtes est aussi soutenu par les fonds des PIN, afin de contrer les effets de l'érosion provoquée par les vagues.

During the first three Lomé Conventions, European Union assistance concentrated on rural development, social infrastructures and the environment. Rural development actions are implemented in the form of microproject programmes (construction of copra warehouses, water tanks and rainwater receptacles). The second European sector for assistance is the electricity supply improvement to the Funafuti population. A foreshore protection programme is also funded through the NIP, intended to counter the effects of sea erosion.

Dans le cadre de Lomé IV, les ressources du PIN doivent essentiellement servir à financer un programme d'importation de fuel, pour aider le pays à faire face à son manque de devises.

In the framework of Lomé IV, NIP resources are being used mainly to finance an import programme for fuel in order to help the country face its lack of foreign currencies.

En outre, 0.5 million d'écus a été prévu pour des interventions de la Banque Européenne d'investissement (BEI) au titre des capitaux à risques.

Moreover, ECU 0.5 million may be made available through the European Investment Bank (EIB) in the form of risk capital.

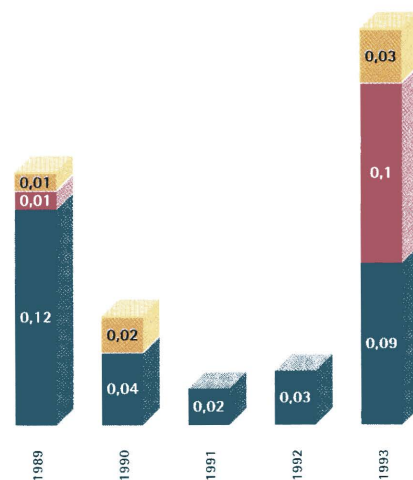
Depuis 1979, Tuvalu reçoit régulièrement des transferts au titre du Stabex, pour le coprah.

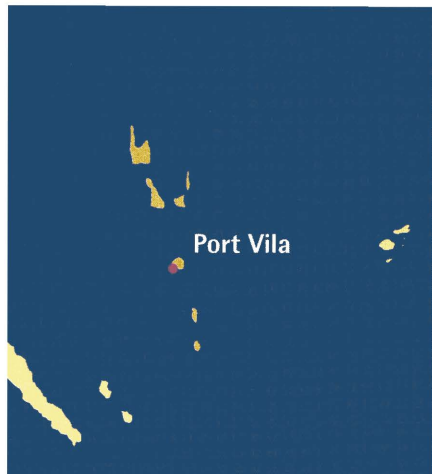
Since 1979, Tuvalu is a regular beneficiary of Stabex transfers for copra.

Evolution des paiements du FED par instrument (FED 4, 5, 6 et 7 confondus)

Evolution of EDF payments by instrument (EDF 4, 5, 6 and 7 combined)

- Stabex Stabex
- FAS SAF
- Divers Various
- PIN NIP





150 000



Port Vila



12 190 km²

Vanuatu

Economic indicators

Indicateurs économiques

GNP per capita
PNB par habitant
967.4 ECU (1990)

Exports (copra 31%,
beef 21%)
Exportations (coprah 31%,
viande de boeuf 21%)
17.6 mio ECU (1991)

Debt burden / exports
Service de la dette /
exportations
2.5% (1989)

Social indicators

Indicateurs sociaux

Population growth rate /
average per year
Taux d'accroissement
de la population /
moyenne annuelle
0.2% (1960-1991)

Primary schooling rate
Taux de scolarisation
primaire
6.5% (1979)

Urbanization rate
Taux d'urbanisation
18.5% (1990)

Devenu indépendant en 1980, après plusieurs décennies de condominium franco-britannique, Vanuatu comprend plus de 70 îles et possède une Zone Economique Exclusive de plus de 960 000 km². Sa population est d'origine mélanésienne et parle une centaine de langues indigènes, le Bislamah, l'Anglais et le Français.

L'économie du pays repose essentiellement sur le secteur primaire et les exportations de coprah, d'huile de coco (31%), de cacao (16%) et de viande de boeuf (21%). Un centre financier dynamique, situé au large de Vanuatu, contribue également au développement économique du pays.

L'aide de l'Union européenne a débuté dès l'indépendance et s'est concentrée, sous la Convention de Lomé I, sur le développement des zones rurales. Les Programme Indicatif Nationaux (PIN) de Lomé II et III sont restés axés sur le même secteur. Les principaux programmes financés ont été: des projets de développement de l'exploitation de la noix de coco, la formation dans le secteur de la pêche, la gestion forestière, le soutien aux petits éleveurs, l'accès aux zones rurales, et une étude sur les sites archéologiques ayant permis au pays de connaître pleinement son patrimoine culturel.

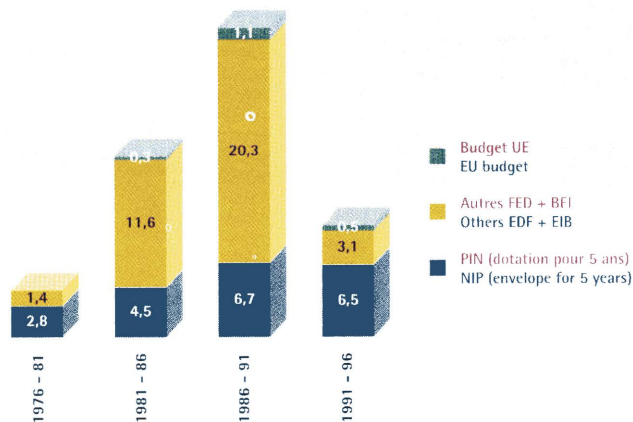
Independent in 1980, after several decades of Anglo-French condominium, Vanuatu comprises more than 70 islands, and has an Exclusive Economic Zone of 960 000 km². The population is of Melanesian origin, speaking about 100 indigenous languages, Bislamah, English and French.

Vanuatu's economy relies on the primary sector with exports of copra and coconut oil (31%), cocoa (16%) and beef (21%). A dynamic financial off-shore centre is also contributing to the country's economic development.

European Union assistance began with independence and concentrated on rural development under the Lomé I Convention. The following National Indicative Programmes (NIPs) under Lomé II and III, were also devoted to the same sector. Major programmes financed were: coconut development projects, training in the fishing sector, forestry management, livestock smallholder support project, rural access roads, and archaeological site survey that enabled the country to have a full knowledge of its traditional heritage.

Ressources totales allouées (en millions d'écus)

Total resources allocated (in ECU million)



Sous la Convention de Lomé IV, les ressources du PIN (6.5 million d'écus) poursuivent le soutien au secteur rural tout en privilégiant, au sein de ce secteur, la réalisation des infrastructures de base, dont la réhabilitation des écoles primaires rurales, avec la participation active des communautés locales. Plusieurs routes d'importance économique et sociale seront construites dans les zones rurales. La construction de routes secondaires sera entamée, à la mi-94, de même qu'un programme de maintenance des routes, à forte intensité de main d'oeuvre.

Vanuatu a également reçu d'importants transferts au titre du Stabex pour compenser les pertes encourues par ses exportations de produits de base, principalement agricoles.

En outre, 1 million d'écus a été prévu pour des interventions de La Banque Européenne d'Investissement (BEI) au titre des capitaux à risques.

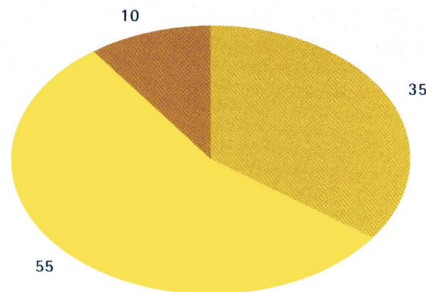
Under Lomé IV, resources from NIP (ECU 6.5 million) continue to support the rural sector with emphasis on basic infrastructure within the sector, particularly through rehabilitation of rural primary schools, with the active participation of the local communities. Several economically and socially important rural roads will be constructed, and feeder roads and a maintenance road labour-based programme will start in mid-94.

Vanuatu also has received large amounts of Stabex transfers for losses of earnings incurred by its main agriculture export commodities.

Moreover, ECU 1 million may be made available through European Investment Bank (EIB) intervention in the form of risk capital.

FED 7: répartition sectorielle du PIN (en % de la dotation totale)

EDF 7: sectoral breakdown of NIP (% of the total envelope)

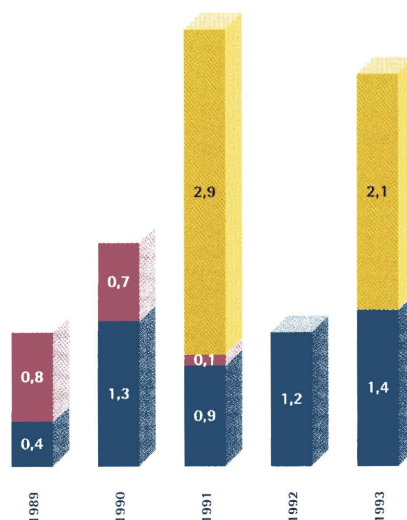


- Environnement
Environment
- Développement rural / pêche
Rural development / fishing
- Transport et communications
Transport and communications
- Développement minier et industriel / PME
Mine and industry development / SMEs
- Secteurs sociaux
Social sectors
- Ajustement structurel et appui à la balance des paiements
Structural adjustment and balance of payments support
- Autres
Others

Evolution des paiements du FED par instrument (FED 4, 5, 6 et 7 confondus)

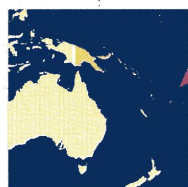
Evolution of EDF payments by instrument (EDF 4, 5, 6 and 7 combined)

- Stabex
Stabex
- FAS SAF
- Divers
Various
- PIN NIP





Apia



 158 000

 Apia

 2 831 km²

Western Samoa

Economic indicators

Indicateurs économiques

GNP per capita
PNB par habitant
868.1 ECU (1990)

Exports (vegetable oil 22%)
Exportations (huile végétale 22%)
5.3 mio ECU (1992)

Debt burden / exports
Service de la dette /
exportations
21.2% (1990)

Social indicators

Indicateurs sociaux

Population growth rate /
average per year
Taux d'accroissement
de la population /
moyenne annuelle
1.2% (1960-1991)

Primary schooling rate
Taux de scolarisation
primaire
24.5% (1981)

Urbanization rate
Taux d'urbanisation
22% (1990)

Les Samoa occidentales, considérées comme le centre de la culture polynésienne, sont formées de deux grandes et de plusieurs petites îles. Ce sont les premières îles de la région du Pacifique Sud à avoir acquis une pleine indépendance en 1962.

L'économie des Samoa occidentales est en mutation après que deux cyclones dévastateurs et la chute des cours mondiaux du coprah aient provoqué le déclin du secteur primaire, source principale des exportations.

Les Samoa occidentales restent dépendantes de l'aide étrangère et des fonds envoyés par son importante communauté d'émigrés, située principalement en Nouvelle Zélande.

Depuis la première Convention de Lomé, l'aide de l'Union européenne a été concentrée sur le secteur énergétique. Trois centrales hydroélectriques ont été construites. La dernière centrale, la Afulilo HP, a été cofinancée par plusieurs donateurs (Banque Asiatique de Développement, Banque Mondiale, Australian Aid, BEI), le gouvernement des Samoa occidentales et l'Union Européenne restant les principaux.

Sous Lomé I et II, des projets visant à améliorer le petit cheptel, la manutention et le stockage du coprah ont été soutenus.

Western Samoa, considered as the centre of the Polynesian culture, consists of two large islands and several smaller ones. The country was the first South Pacific island to gain independence in 1962.

The Western Samoa's economy is changing: the primary sector which accounted for the bulk of export has declined due to two devastating cyclones and a decrease of copra world prices.

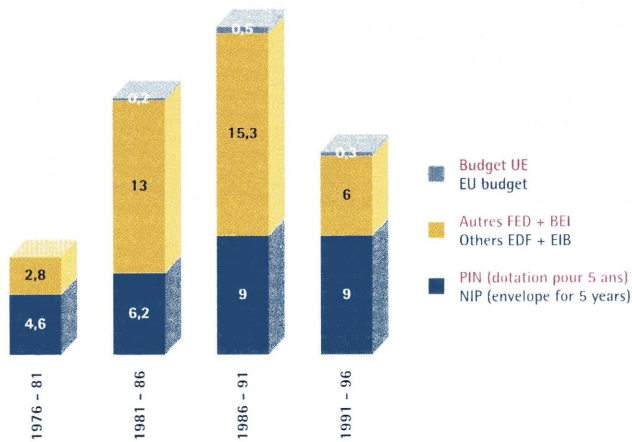
Western Samoa is still depending on foreign aid and remittances from its large emigrated community, mainly in New Zealand.

European Union assistance has been mainly concentrated in the energy sector from the first Lomé Convention. Three hydropower electric plants have been built. The last one, the Afulilo HP Plant has been cofinanced by several donors (Asian Development Bank, World Bank, Australian Aid, EIB), the Western Samoa Government with the European Union being one of the major ones.

Under Lomé I and II, projects for small livestock improvement and storage and handling of copra were funded.

Ressources totales allouées (en millions d'écus)

Total resources allocated (in ECU million)



Tout au long des différentes Conventions de Lomé, les transferts Stabex effectués en compensation des pertes de recettes des exportations agricoles, ont été importants.

Le Programme Indicatif National de Lomé IV (9 millions d'écus) est axé sur le secteur social et contribue largement à un programme d'approvisionnement en eau dans les zones rurales.

En outre, 1 million d'écus a été prévu pour des interventions de La Banque Européenne d'Investissement (BEI) au titre des capitaux à risques.

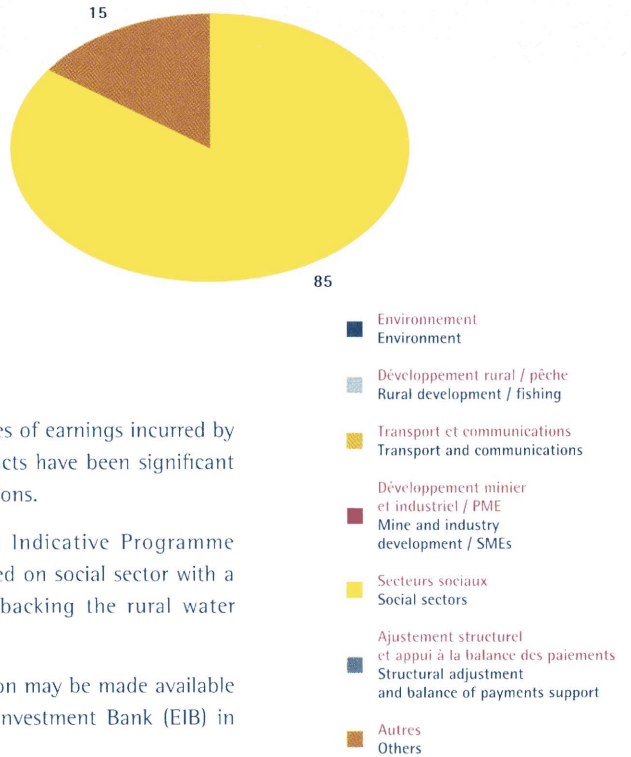
Stabex transfers for losses of earnings incurred by export agriculture products have been significant under all Lomé Conventions.

The Lomé IV National Indicative Programme (ECU 9 million) is focused on social sector with a major contribution to backing the rural water supply programme.

Moreover, ECU 1.5 million may be made available through the European Investment Bank (EIB) in the form of risk capital.

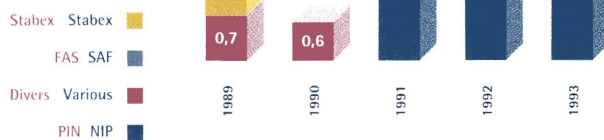
FED 7: répartition sectorielle du PIN (en % de la dotation totale)

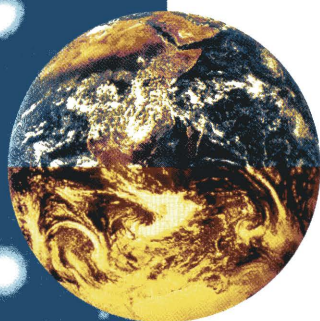
EDF 7: sectoral breakdown of NIP (% of the total envelope)



Evolution des paiements du FED par instrument (FED 4, 5, 6 et 7 confondus)

Evolution of EDF payments by instrument (EDF 4, 5, 6 and 7 combined)

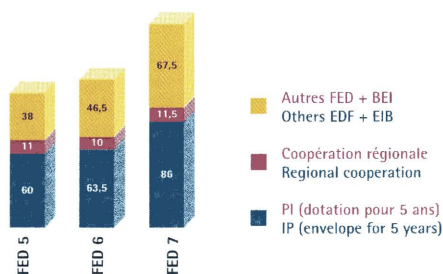




Les Pays et Territoires d'Outre-Mer sont associés à l'Union européenne depuis 1957. Cette association a jeté les bases de la politique européenne de développement, en instaurant le premier FED pour les PTOM énumérés en annexe du Traité de Rome et en prévoyant déjà divers mécanismes de développement, dont les premières idées d'un régime commercial préférentiel pour les produits des PTOM importés dans l'Union européenne.

Par la suite, cette politique européenne s'est scindée, chaque cinq ans, en deux actes parallèles : d'une part, une Convention signée avec les anciens PTOM devenus Etats indépendants (la première Convention, dite de Yaoundé I, a été signée en 1963), et d'autre part, une Décision du Conseil de l'UE concernant les territoires qui demeuraient sous le statut de PTOM.

Dotation PTOM en millions d'écus
OCT dotation in million ECU



The Overseas Countries and Territories have been associated with the European Union since 1957. This association laid the foundations of the European development policy. The first EDF was set up for the benefit of the OCT listed in annex to the Treaty of Rome. It already provided for various mechanisms for development, including the first idea of a preferential trade regime for products originating in the OCT that are imported in the European Union.

This European policy has, thereafter, split every five years in two parallel agreements: a Convention signed with the former OCT which were newly independent (the first Convention, called Yaoundé I, was signed in 1963), and an EU Council's Decision relating to the Territories which still have OCT status.

Les PTOM The OCT

Anguilla
Cayman Islands
Falkland Islands
South Georgia & South Sandwich Islands
Montserrat
Pitcairn
Ste Helena and Dependencies
British Antarctic Territory
British Indian Ocean Territory
Turks and Caicos Islands
British Virgin Islands

Aruba
Netherlands Antilles
(Curaçao, Bonaire, St Maarten, St. Eustache, Saba)

Mayotte
Nouvelle Calédonie
Polynésie française
St-Pierre-et-Miquelon
Terres australes et antartiques françaises
Wallis et Futuna

Greenland

Les PTOM

Lors de l'accession du Royaume-Uni à ce qui était alors la Communauté économique européenne (CEE), en 1973, de nouveaux Etats indépendants sont venus rejoindre les signataires de la première Convention de Lomé et de nouveaux PTOM sont venus rejoindre les PTOM associés à la CEE.

La différence entre les Etats ACP et les PTOM réside dans la situation particulière des PTOM: ils relèvent constitutionnellement de quatre Etats membres de l'Union européenne, et ne sont pas des Etats indépendants comme les ACP.

Il y a cependant un étroit parallélisme entre l'Association des PTOM à l'Union européenne (association fondée sur des Décisions successives du Conseil de l'UE) et les Conventions de Lomé conclues après négociations entre l'Union européenne et les Etats ACP.

Ainsi la "Décision d'Association des PTOM à la CEE" du 25 juillet 1991, conclue pour une durée de dix ans, comme Lomé IV, comporte plusieurs éléments inspirés du parallélisme traditionnel avec les pays ACP. De nombreux points sont en effet similaires, dans leur esprit, à la Convention de Lomé: par exemple, les différents domaines de coopération, les mécanismes du Stabex et du Sysmin, le FED pour le financement de la coopération au développement, ou encore la coopération régionale.

The OCT

With the United-Kingdom's membership of what was then the European Economic Community (EEC) in 1973, newly independent States joined the signatory parties of the first Lomé Convention and new OCT joined those already associated to the EEC.

The difference between the ACP States and the OCT lies in the special situation of the OCT: they are constitutionally tied to four of the EU Member States, and are not independent States like the ACP countries.

There is, however, close similarity between the Association of the OCT to the EU (which is based on successive EU Council Decisions) and the Lomé Conventions, concluded after negotiations between the European Union and the ACP countries.

Thus, the "Decision on the Association of the OCT to the EEC" of 25 July 1991, concluded like Lomé IV for a period of ten years, contains a number of ideas inspired by the traditional parallelism with the ACP States. Many points are indeed in the spirit of the Lomé Convention: the various areas of cooperation, for example, the Stabex and Sysmin mechanisms, the EDF for the financing of development cooperation and also regional cooperation.

Cette Décision d'Association a également institué, pour la première fois, le principe d'un trilogue Union européenne/Etat membre/Autorités territoriales, dénommé "partenariat". En instaurant ce principe, l'Union européenne corrigeait ainsi le manque de dialogue des six décisions d'Association antérieures, prises depuis 1957. Donnant un droit à la parole aux élus locaux, il constitue un choix politique destiné à favoriser l'exercice des responsabilités des Autorités territoriales d'Outre-Mer. Ainsi, en 1992, les Programmes Indicatifs (PI) de chaque PTOM, financés sur le FED, furent signés à la fois par les élus territoriaux, le représentant de l'Etat membre et un représentant de l'Union européenne.

The Association Decision also laid down, for the first time, the principle of a three-way (European Union/Member State/Territorial Authorities) dialogue called a "partnership". In proposing this, the European Union was filling the dialogue gap in the six previous Association Decisions taken since 1957. Giving the local representatives the right to speak, it is a political choice which should favour the exercise of their responsibilities by the Authorities of the overseas territories. Thus, in 1992, Indicative Programmes (IP) of each OCT financed under EDF were signed by the elected representatives of those territories, and the representatives of the relevant Member State and of the European Union.

GLOSSAIRE GLOSSARY

ACP	Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique signataires de la Convention de Lomé	ACP	African, Caribbean and Pacific States signatories of the Lomé Convention
BEI	Banque Européenne d'Investissement	ECU	European currency unit, worth on average 1.14 US dollar (1994)
écus	Unité de compte européenne, valant en moyenne 1.14 dollar US (1994)	EDF	European Development Fund
FAS	Facilité d'Ajustement Structurel	EIB	European Investment Bank
FED	Fonds Européen de Développement	EU	European Union established by the Maastricht Treaty
ONG	Organisation Non-Gouvernementale	GIP	General Import Programme
PGI	Programme Général d'Importation	NGO	Non-Governmental Organisation
PIN	Programme Indicatif National	NIP	National Indicative Programme
PIR	Programme Indicatif Régional	OCT	Overseas Countries and Territories associated with the European Union
PSI	Programme sectoriel d'importation	RIP	Regional Indicative Programme
PTOM	Pays et Territoires d'Outre-Mer associés à l'Union européenne	SAF	Structural Adjustment Facility
Stabex	Système de stabilisation des recettes d'exportation des produits de base agricoles	SIP	Sectoral Import Programme
Sysmin	Facilité de financement spéciale pour le secteur minier	Stabex	Stabilization of export earnings from agricultural commodities system
UE	Union européenne instituée par le Traité de Maastricht	Sysmin	Special financing facility for the mining sector

